

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 07 janvier 2014

N° 397

PRIX : 0,60 Euro

CENTRAFRIQUE



L'INTERVENTION FRANÇAISE NE FAIT QUE

METTRE DE L'HUILE SUR LE FEU

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

CENTRAFRIQUE

Editorial

Centrafrique :
L'intervention française ne fait que mettre de l'huile sur le feu

Pages 3 et 4

Mali :-Quand les anciens partisans de l'opération Serval crient leur hostilité contre Hollande

-Le nouveau gouvernement et sa prétendue lutte contre la corruption

Page 5

Sénégal : Les éboueurs de Dakar ont fait entendre leur colère

Pages 6 et 7

Côte d'Ivoire : Cherté de la vie : seule la colère de la population peut contraindre les dirigeants à faire diminuer le coût de la vie

Pages 8, 9 et 10

-Mandela est mort, son courage ne fait pas de lui et de l'ANC un exemple à suivre pour la jeunesse ouvrière africaine

-A propos des réactions et discussions suite à la mort..

ABONNEMENT

FRANCE : En tarif réduit

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

L'INTERVENTION FRANÇAISE NE FAIT QUE METTRE DE L'HUILE SUR LE FEU

Depuis l'arrivée de Djotodia au pouvoir (aidé par la France pour écarter l'ancien président Bozizé) la Centrafrique est entrée dans un cycle de violences infernal. La ville de Bangui est dans un véritable chaos. Les partisans de Bozizé et de Djotodia ont mobilisé et armé leurs miliciens, les uns dans la communauté chrétienne ou animiste, les autres dans celle des musulmans. Il y a eu des meurtres, des viols, des pillages de part et d'autre. On ne peut plus compter les morts car chaque jour apporte son lot de massacres.

C'est devant l'ampleur de ces massacres que l'ancienne puissance coloniale a décidé d'intervenir militairement en y envoyant un contingent supplémentaire pour renforcer celui déjà sur place depuis plusieurs dizaines d'années. Mais loin de mettre fin à ce cycle de violences, l'intervention des troupes françaises n'a fait que mettre de l'huile sur le feu. C'est le pyromane qui fait semblant de jouer au pompier.

Le 5 décembre dernier, le jour même de l'intervention militaire française, un pont aérien a été établi entre Bangui et Ndjaména pour évacuer dix mille Tchadiens victimes des repréailles de la part des anti-balaka. Les populations tchadiennes de Bangui, ou des autres villes du pays ne sont pas les seules à fuir. Il y a aussi des Maliens, des Sénégalais ou des Nigériens, entre autres, dont les étals ou boutiques ont été pillés, tout comme ceux de la plupart des commerçants tchadiens. Des groupes de pillards, certains munis de machettes, forcent les portes des commerces, et raflent tout ce qu'ils peuvent, dans leurs bras ou dans des sacs de fortune.

A ce jour, on compte plus 160.000 personnes, hommes, femmes et enfants qui ont fui PK 1 et PK 5, quartiers des Tchadiens, pour la plupart des commerçants de confession musulmane, pour se réfugier dans un terrain, près de l'aéroport de Bangui M'poko, non loin du lieu où s'est établi le contingent des troupes françaises. Les réfugiés de ce camp crèvent littéralement de faim, de soif, de manque de soin devant l'indifférence de l'armée française qui ne leur accorde même pas une simple assistance.

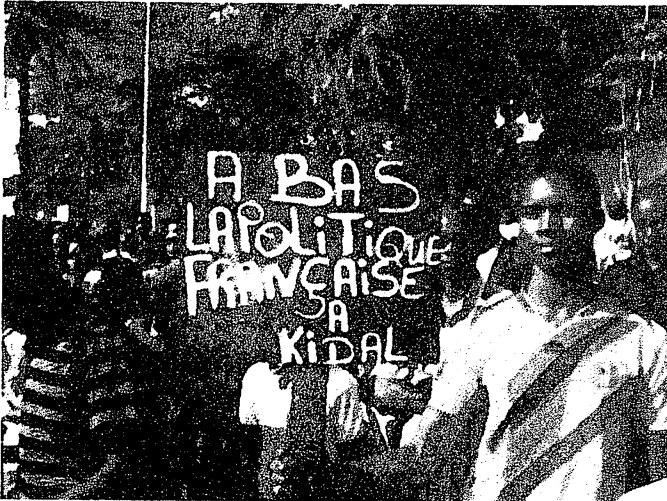
Une certaine presse, reprend et propage les mensonges des dirigeants français selon lesquels les soldats français, "instruits et disciplinés", sont envoyés à Bangui pour séparer des bandes de « sauvages » qui s'entretuent à coups de « balakas » (machettes). Mais la mission des soldats français n'est pas de rétablir la paix en Centrafrique, loin de là. C'est d'abord de veiller sur les intérêts des capitalistes français, comme Areva qui exploite l'uranium au nord de du pays. Il y en a d'autres qui sont dans le bois précieux ou dans le diamant.

En intervenant en Centrafrique et récemment au Mali, la France tient coûte que coûte à garder dans sa zone d'influence ses anciennes colonies. Son objectif est de s'y

maintenir pour continuer à y exercer son influence et surtout, pour continuer d'exploiter les ressources naturelles et les populations.
Troupes françaises hors d'Afrique

MALI

QUAND LES ANCIENS PARTISANS DE L'OPÉRATION SERVAL CRIENT LEUR HOSTILITÉ CONTRE HOLLANDE ...



Manifestation à Bamako, le 27 novembre 2013

Le 27 Novembre dernier, à l'initiative du "Collectif pour la défense de la souveraineté de l'Etat du Mali à Kidal", une manifestation rassemblant près d'un millier de personnes a eu lieu à Bamako pour dénoncer la politique de François Hollande dans la région de Kidal. Les marcheurs ont brandi des pancartes portant des slogans comme : « Non à la politique Française à Kidal », « A bas la politique française à Kidal », « Libérez Kidal », « le Mali est un et indivisible », etc. Ce que les manifestants ont crié tout haut, le gouvernement malien le pense tout bas. De plus en plus de dirigeants politiques, des cadres de l'armée, l'expriment avec un langage voilé car ils ne veulent pas froisser celui à qui ils avaient demandé de venir à leur secours, étant donné qu'ils ne pouvaient pas compter sur l'armée malienne, ni sur celle des pays voisins de la CEDEAO .

Un des dirigeants de cette marche explique la raison de la montée de l'hostilité à l'encontre de la politique de Hollande au Mali : « *L'opération Serval menée par les troupes françaises en appui à l'armée malienne pour libérer les régions de Gao et Tombouctou a suscité une sympathie pro-française [...] Au même moment, le MNLA entra aussi à Kidal avec armes et drogues grâce à l'accompagnement technique, diplomatique et*

médiatique de la France ». Il dénonce le cantonnement de l'armée malienne à Kidal « *dans un périmètre équivalent à un terrain de football* », sous le contrôle des militaires français et de la Minusma.

Ce sont ces mêmes gens qui avaient réclamé de toutes forces l'intervention des troupes françaises au Mali et qui avaient accueilli François Hollande comme un libérateur lors de sa visite à Tombouctou et à Bamako au lendemain de l'opération Serval. Ils criaient alors dans les rues de Bamako en donnant du "*Merci papa Hollande!*".

Aujourd'hui ils demandent à la France de "clarifier" sa politique à Kidal, et soupçonnent l'ancienne puissance coloniale de vouloir favoriser la suprématie du MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) dans la région de Kidal parce qu'elle aurait des "*visées cachées*" sur cette région et voudrait s'accaparer des richesses minières de son sous-sol, quitte à favoriser l'autonomie de l'Azawad. Les anciens applaudisseurs de l'intervention française voudraient que l'armée malienne puisse opérer librement à Kidal pour en finir avec le MNLA et que l'appareil d'Etat malien reprenne la main sur tout le Nord du Mali.

En effet, contrairement à ce que croyaient les partisans de l'opération Serval, l'ancienne puissance coloniale n'est pas venue au Mali pour "*rétablir la démocratie et la souveraineté de l'Etat malien*" mais uniquement pour sauvegarder les intérêts de sa bourgeoisie capitaliste dans cette zone sahélienne. Les vellétés de l'Etat malien ne l'intéressent que dans la mesure où elles répondent d'abord à celles des grandes compagnies françaises qui continuent de piller les richesses dans les anciennes colonies d'Afrique. François Hollande n'est que le continuateur de la politique de tous ses prédécesseurs. Son étiquette de gauche ou de « *socialiste* » n'y change rien.

MALI

**LE NOUVEAU POUVOIR ET SA PRÉTENDUE
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**



Une caricature de la corruption dans la presse malienne
07/10/2010

A chaque fois qu'un nouveau chef d'Etat s'installe au pouvoir au Mali, il clame haut et fort que la lutte contre la corruption sera au centre de sa préoccupation. IBK, le nouveau locataire du palais de Koulouba, a dit que ce sera sa "priorité pour 2014". Une centaine de dossiers seraient déjà devant le juge et que de nombreuses personnalités proches de l'ancien président ATT, ainsi que celles proches de Dionkounda Traoré seraient convoquées pour répondre à des accusations de malversation.

Selon Amadou Ousmane Touré, qui fait figure de "monsieur anti-corruption" du régime, une somme de près de 50 milliards de francs Cfa auraient été détournée des caisses de l'Etat, rien qu'au cours de l'année 2012. Et cela ne constituerait qu'une partie des détournements car ils ne concernent que "20 dossiers". Il parle d'une "véritable mafia financière". Rien que pour le PMU-Mali (partenaire du Pari Mutuel Urbain français), environ 34 milliards de F Cfa auraient été subtilisés au détriment de l'Etat malien, soit 3% du budget de l'Etat. Il cite aussi le cas de l'attribution de la troisième licence de téléphonie mobile au groupe Planor Monaco Telecom, sous le régime de

transition de Dionkounda Traoré, (Modibo Diarra était alors le Premier ministre tandis que le capitaine Sanogo était à la manœuvre).

De nombreux ministères sont pointés du doigt (l'Education, la Santé, les Travaux publics, etc.). Mais jusqu'ici aucun des ministres n'a nommément été mis en accusation directement.

Aucun travailleur n'ignore l'état de la corruption au Mali. Tout le monde sait que pour obtenir le moindre papier administratif, il faut mettre la main à la poche. Tout le monde sait que pour voyager d'une ville à une autre, il faut graisser la patte des gendarmes, militaires et douaniers. Tout le monde sait que l'argent destiné à réaliser des infrastructures utiles à la population est détourné par ceux qui sont sensés les réaliser et que pour financer des écoles, des maternités, des retenues d'eau pour les champs ou des forages d'eau potable, ce sont les travailleurs Immigrés eux-mêmes qui sont obligés de cotiser pour les prendre en charge dans leur village.

Pendant que la majorité de la population se démène quotidiennement pour trouver de quoi manger et payer son loyer, une minorité de riches maliens se vautre dans la richesse dans des villas bien climatisées autour de Bamako. Ce n'est pas en travaillant que cette minorité amasse des richesses mais surtout en détournant l'argent dans les caisses de l'Etat.

Derrière la prétendue lutte contre la corruption du nouveau président, il y a surtout son envie de se débarrasser de quelques hauts-fonctionnaires et de quelques politiciens de l'ancien régime pour installer son propre clan de voleurs. Quelques têtes vont changer mais tout le reste continuera comme avant, tant que les travailleurs et les classes pauvres maliennes ne prendront pas eux-mêmes leur destinée en main en s'organisant pour défendre leurs propres intérêts.

SÉNÉGAL

**LES ÉBOUEURS DE DAKAR ONT FAIT
ENTENDRE LEUR COLÈRE**



Une rue de Dakar envahies par les ordures

Le 11 décembre dernier, les 1500 éboueurs de la ville de Dakar ont répondu massivement à l'appel de leur syndicat, la SNTN (Syndicat national des travailleurs du nettoyage), pour une grève illimitée. Ils exigent que leurs salaires soient payés en temps et en heure à la fin de chaque mois. Certains doivent attendre trois ou quatre mois avant de les toucher. Il y a déjà eu trois grèves au cours de l'année passée pour les mêmes raisons. A chaque fois, les sociétés concessionnaires du service de nettoyage rejettent la responsabilité sur la municipalité tandis que celle-ci se décharge sur l'Etat. Ce n'est que lorsque les éboueurs arrêtent de ramasser les ordures que les autorités entendent leurs revendications et font semblant d'agir en versant régulièrement les salaires durant quelques mois. Et cela recommence.

Lorsque les éboueurs se sont mis massivement en grève le 11 décembre, en l'espace de quelques jours, la ville de Dakar était envahie par les ordures. Voici ce qu'en dit un journal local :

"Dakar est devenue du coup méconnaissable et présente un visage hideux. Des tonnes d'ordures sont déversées dans les artères et rues de la ville,

martyrisant ainsi les narines des habitants. Au marché de Grand Yoff, la situation est ahurissante. Impossible de passer par là sans se boucher les narines. Les passants, tous sans exception, sont obligés de se protéger pour ne pas inhaler cette senteur pestilentielle, nocive pour la santé [...] Les commerçants de Grand Yoff ont déversé tous les déchets de la veille sur la route, encombrant à moitié le passage des véhicules [...] Le décor est le même au Rond-Point 6, au Rond-Point Arafat, de même qu'au niveau du terrain qui se trouve tout près du Rond-Point Jet d'eau de Grand Dakar [...] Tout au long des avenues, sont exposées des poubelles remplies à ras bord d'immondices et de débris de toutes sortes, changeant radicalement la face de la ville, devenue crasseuse en l'espace de quelques heures de grève ..."

Devant la colère des grévistes déterminés à poursuivre leur mouvement, le gouvernement, par la bouche de la Première ministre, a fini par débloquent les fonds destinés au paiement des salaires. Et les grévistes ont repris le travail à partir du 15 décembre. Une semaine après la reprise des ramassages d'ordures, la capitale n'avait pas encore repris son allure ordinaire. Les beaux quartiers ont été plus vite nettoyés que les quartiers populaires.

Les éboueurs ont raison de se mettre en colère car il n'est pas normal que leur salaire ne soit pas versé à la fin de chaque mois. Ils touchent moins de cent mille francs Cfa. Déjà cette somme est loin d'être suffisante pour subvenir aux besoins de la famille. Mais si en plus de cela, il faut attendre plusieurs mois pour être payé, cela devient une catastrophe ! Ils n'ont ni gants, ni masques pour éviter de respirer les poussières nocives et quand ils sont malades, ils ne sont même pas soignés. Il y a vraiment de quoi être en colère!

CÔTE D'IVOIRE

CHERTÉ DE LA VIE : SEULE LA COLÈRE DE LA POPULATION PEUT CONTRAÎNDRE LES DIRIGEANTS À FAIRE DIMINUER LE COÛT DE LA VIE !

Cette année encore, le chef de l'Etat, dans son message de fin d'année, a annoncé qu'il va lutter contre la cherté de la vie. Le coût de la vie devient de plus en plus insupportable. Le seul repas que certaines familles avaient par jour, il y a quelques années, est devenu hypothétique. L'année passée, le gouvernement disait avoir pris des mesures pour lutter contre cette cherté de la vie. Cela avait consisté à mettre en place des contrôleurs de prix pour surveiller les petits commerçants de quartiers. Comme si c'était eux les responsables de la cherté de la vie. Or pour trouver les responsables, il faut aller chercher ailleurs notamment chez les grossistes et les industriels qui gonflent leur marge bénéficiaire. Or le

gouvernement ne veut surtout pas toucher aux intérêts de ceux-là.

Si l'Etat le voulait réellement, il pourrait par exemple imposer aux industriels et aux importateurs de réduire leur marge bénéficiaire. Une autre façon de lutter contre la pauvreté consisterait aussi à augmenter sérieusement les salaires des travailleurs. Mais toutes ces mesures, ce n'est pas du gouvernement que les travailleurs peuvent les attendre. Il ne le fera jamais de gaîté de cœur parce qu'il est viscéralement attaché à la protection des intérêts des capitalistes. Seule la colère des populations pauvres pourrait faire reculer les autorités et imposer une réduction de la cherté de la vie.

LE GOUVERNEMENT FAIT LE PÈRE NOEL POUR LES RICHES !

Après la grande vague de privatisations des entreprises publiques lancée entre 1995 et 1999, le gouvernement annonce une deuxième vague cette année. Cela concernerait en priorité les entreprises semi-privées, où l'Etat de Côte d'Ivoire détient des intérêts. Il s'agit entre autres, de Sucrivoire, d'IPS (Filtisac), des banques Biao, Sib, Versus Banq, entre autres.

Etant donné les bas salaires et la précarité de plus en plus grande des travailleurs maintenus à l'état de journaliers à vie, ces entreprises génèrent évidemment beaucoup de bénéfices. De plus, avec la fin de la crise militaro-politique, les riches misent sur un avenir encore meilleur pour eux. C'est donc une bonne occasion pour le gouvernement de faire de nouveaux cadeaux à ces capitalistes qui n'en ont jamais assez !

IL Y A BOIRE ET À MANGER POUR EUX !

Michel Gueu, après avoir été bombardé général par le nouveau pouvoir, pour avoir choisi le camp gagnant, a été ensuite « *invité à faire valoir ses droits à la retraite* ». Mais autant dire qu'il a droit plutôt à une retraite dorée. Il a été parachuté président du conseil d'administration de Côte d'Ivoire Télécom, dont l'Etat ivoirien détient encore des actions. Il paraît qu'un tel poste est payé entre 4 et 5 millions par mois, sans compter les avantages de fonction, voiture et autres.

aîné de son illustre frère bien connu; Il a été propulsé à la tête de Pétroci, lui aussi pour avoir changé de camp à temps. Il y a aussi son frère, Charles Konan Banny, grassement payé durant au moins deux ans à la tête d'un organisme qui prétendait réconcilier on ne sait trop qui, mais qui a servi surtout à engraisser quelques personnalités proches du pouvoir.

Ils sont bien quelques-uns dans son cas. On peut citer le cas de François Konan Banny, frère

Dans le partage du butin, le clan de Bédié n'est pas en reste. Ses enfants sont bien placés à la Présidence. Il n'a pas soutenu Ouattara "cadeau" quand même ! Bientôt les Affi N'Guessan et

quelques-uns de ses amis du FPI pourront peut-être eux-aussi repasser à la soupe !

La « mangécratie » comme on le dit à

Abidjan, a encore de beaux jours devant elle !
Jusqu'à ce que les travailleurs et la population pauvre mettent fin à toute cette gabegie.

CÔTE D'IVOIRE

PROGRAMME PRÉSIDENTIEL D'URGENCE, POUR QUI?

A l'occasion des fêtes de fin d'année, il suffisait de flâner entre les caisses des centres commerciaux d'Abidjan, Sococé, Cap-Sud et autre Cap-Nord, pour voir des gens payer leurs achats à l'aide de Bon d'Achat de 25.000 Fr, estampillés

« Programme Présidentiel d'Urgence ». Il y en a qui achetait ainsi des cartons entiers de « vin de Bordeaux » avec ces bons d'achats.

Il y a donc du bon dans le PPU, mais pour qui?

BÂTIMENT : LES PROFITS, SOURCES D'ACCIDENTS RECURRENTS

Le secteur du bâtiment a connu une très forte reprise en 2013 avec la construction de ponts, des routes mais aussi des "logements sociaux" et autres immeubles des particuliers.

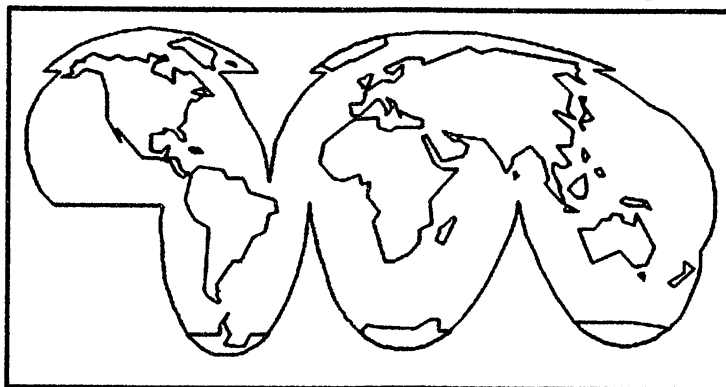
Cette reprise s'est aussi illustrée avec beaucoup d'accidents dont certains ont été mortels, plus particulièrement dans le secteur où il n'existe aucun contrôle sur les requins qui veulent faire du profit à tout prix. Il s'agit des entreprises des promotions immobilières qui foisonnent aux quatre coins de la capitale et surtout des particuliers qui pour économiser le maximum, construisent des immeubles de plus de 4 étages sans expertise ni contrôle d'Etat.

C'est ainsi que plusieurs immeubles se sont écroulés : à la Riviera avec 3 morts, à Angré avec une première fois plus de 4 morts. Le deuxième accident du mois de novembre dernier a fait 3

morts et des blessés graves. Il y a aussi un autre immeuble qui s'est écroulé au plateau Dokui, cette fois-ci sans faire de mort parce que personne n'y travaillait ou ni habitait encore. Le manque criant de logements en Côte d'Ivoire et l'incapacité ou le manque de volonté politique du gouvernement à faire face, laisse la place à des privés. Ces derniers, entreprises comme particuliers, n'ont d'autres soucis que d'amasser et très vite, des profits. Cette avidité les pousse à construire du n'importe quoi même si cela met en danger la vie des travailleurs.

Si ce secteur reste sans contrôle d'Etat, la voracité des concurrents privés fera plus de victimes dans les années à venir d'autant plus qu'ils ne seront pas inquiétés car que ce sont le plus souvent de pauvres ouvriers qui meurent sous le poids du béton.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MANDELA EST MORT, SON COURAGE NE FAIT PAS DE LUI ET DE L'ANC UN EXEMPLE À SUIVRE POUR LA JEUNESSE OUVRIÈRE AFRICAINE

Certes, Mandela a été le symbole de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud, de même que Martin Luther King a pu l'être de la lutte antiségrégationniste aux Etats-Unis. Certes, Mandela a été un homme courageux, qui a été capable d'affronter pendant des dizaines d'années le pouvoir afrikaner. Il a, comme on dit « payé de sa personne », il n'a pas eu peur d'affronter la prison, et même la mort.



Statue de Mandela érigée à Pretoria le 17 décembre 2013

Il a été le symbole et le dirigeant de l'ANC, ce grand parti noir qui a entraîné des milliers, des dizaines de milliers de combattants sur le chemin de leur liberté, sur le chemin de leur dignité. Des centaines sont morts, assassinés par le pouvoir afrikaner. Des milliers ont vécu la prison. Que voulaient-ils, ces combattants ? Pas seulement en finir avec le système politique de la ségrégation raciale. Ils aspiraient aussi, comme tous les pauvres, tous les prolétaires noirs de tous les pays d'Afrique : à une vie digne de ce nom, au droit de vivre, au droit pour leurs enfants d'aller à l'école, un avenir meilleur.

Et qu'a obtenu l'ANC, le parti de Nelson Mandela ? Le droit de s'enrichir pour une petite minorité de Noirs, le droit pour certains, comme Mandela lui-même, de s'installer dans des villas luxueuses jusqu'alors réservées aux Blancs, le droit pour d'autres politiciens noirs de devenir président, députés ou hauts cadres dans l'administration, le droit pour d'anciens syndicalistes noirs, leaders des grèves de mineurs de diamant, de devenir actionnaires des mines. Ce droit-là ils l'ont obtenu, y compris celui de se remplir les poches en volant de l'argent des caisses de l'Etat. Et le fait que l'actuel président Jacob Zuma, issu de la direction

de l'ANC, s'est fait huer à la cérémonie d'hommage à Mandela, tellement il est ouvertement corrompu, illustre bien cette "réussite" !

Mais pour les pauvres, pour les ouvriers, c'est la même misère, les mêmes townships, la même répression contre les grèves, à part que maintenant, ce sont des policiers noirs qui tirent sur les ouvriers noirs en grève !

Ce n'était pas cela dont rêvaient les lycéens de Soweto quand, en 1976, ils ont brandi l'étendard de la révolte, sonnant le glas dès cette époque du régime de l'apartheid. Mais c'était bien ce que voulaient Mandela et ses amis : le droit pour une petite minorité de petits bourgeois noirs de s'asseoir à la table du festin capitaliste, aux côtés de bourgeois blancs et des capitalistes du monde entier ! Et c'était le sens de sa plaidoirie au procès de Rivonia en 1964, où il a été condamné à la prison à vie. Il disait, en substance, qu'il n'était absolument pas communiste et qu'il défendait une société capitaliste, mais sans apartheid. Mandela a obtenu ce qu'il voulait. Que la majorité de la population noire d'Afrique du Sud reste opprimée et exploitée ne le dérangeait pas plus que ne sont dérangés les capitalistes par la vie misérable qu'ils font subir aux travailleurs qu'ils exploitent.

Mandela et les dirigeants de l'ANC ont pu détourner la colère explosive des masses exploitées du seul objectif qui aurait pu la rendre fructueuse : s'engager dans la voie de la révolution prolétarienne pour se débarrasser du capitalisme. Et la conscience des masses noires d'Afrique du Sud, leur détermination et leur mobilisation ininterrompue pendant des années, en faisaient un exemple, leur donnait un prestige à travers toute l'Afrique et même à travers le monde, et en particulier aux USA où, parallèlement, le mouvement noir prenait un virage radical ! Mais ces possibilités immenses ont été gâchées, sabotées, parce que les dirigeants de l'ANC ont conduit cette lutte vers une lamentable voie de garage : la promotion de quelques privilégiés Noirs !

Sans la détermination de Nelson Mandela et de ses camarades emprisonnés comme lui pendant

des dizaines d'années, il ne leur était pas possible de gagner du crédit auprès des masses. Il y avait un parti communiste dans ce pays, et ce de longue date. Il avait une influence assez grande dans la partie militante de la classe ouvrière et a mené des grèves générales importantes. Dès 1930 il a entretenu une relation étroite avec l'ANC. Le PC, s'est rallié, s'est inféodé à la direction de la petite bourgeoisie noire. Et sans l'influence de ce parti, jamais l'ANC de Mandela n'aurait pas gagné le poids qu'il a eu par la suite dans les principales organisations militantes dans les townships, dans les mines, dans les usines.

Alors, oui, les jeunes d'aujourd'hui, à Abidjan ou ailleurs, qui se soucient de la misère

des masses pauvres des villes et des campagnes, peuvent se réclamer à juste titre de la lutte des jeunes de Soweto qui ont été capables d'ébranler définitivement le pouvoir qu'ils ont défié. Oui, ils doivent s'engager dans la lutte pour l'émancipation de leurs frères. Mais pas seulement pour que quelques privilégiés s'installent dans des belles villas en laissant les autres croupir dans la misère ; ce serait, une fois de plus, un combat pour rien.

Il faut certes, avoir le courage d'un Mandela. Mais au service d'un programme plus généreux, plus ambitieux que le sien : le programme communiste.

À PROPOS DES RÉACTIONS ET DISCUSSIONS SUITE À LA DISPARITION DE MANDELA



Manifestation de travailleurs Noirs pour une augmentation des salaires

La mort de Nelson Mandela a suscité de vives réactions élogieuses dans le milieu de la petite bourgeoisie africaine en France, comme en Afrique. Pour ces gens-là Mandela était un "grand visionnaire", un "héros", un "modèle", etc. C'est un homme comme lui, disent-ils, qu'il faut en Afrique. Nous, en tant que communistes révolutionnaires, nous n'avons pas la même vision qu'eux, car du point de vue des intérêts politiques du prolétariat, la pensée et l'action politique de Mandela et de l'ANC ne sont pas du tout des modèles à suivre, bien au contraire.

Il est vrai que Mandela, à la tête de l'ANC (African national congress) un parti nationaliste, symbolisait la lutte des centaines de milliers de Noirs, hommes, femmes et enfants contre l'Apartheid, un système politique inique imposé par une minorité de Blancs, pour maintenir la

majorité des Noirs dans la soumission. Les Noirs qui forment de très loin la majorité écrasante de la population sud-africaine, luttèrent donc pour leur liberté et leur dignité. Ils voulaient que les Blancs les considèrent comme des hommes à part entière ; ils voulaient l'égalité des droits entre Blancs et Noirs.

Mandela s'en tenait à cette lutte-là. Son objectif n'était pas de défendre les intérêts de classe du prolétariat noir. Or les travailleurs constituaient le fer de lance des mouvements contestataires contre l'Apartheid.

La bourgeoisie blanche, avait pris peur devant l'ampleur de la mobilisation ouvrière; peur que ce mouvement de contestation de l'Apartheid ne débouche sur la mise en cause de l'exploitation féroce des ouvriers par des compagnies comme De Beers (diamant), Harmony et Gold Fields (or) ou Sasol (charbon); exploitation par laquelle cette bourgeoisie s'est enrichie pendant des décennies. Pour elle, le seul moyen d'arrêter ce mouvement, c'est de libérer Mandela qui se trouvait en prison avec d'autres leaders de l'ANC, et de négocier avec lui. C'est ce qu'elle fit. Les négociations avaient commencé alors que Mandela se trouvait encore en prison ; elles avaient continué après sa libération. Au cours de ces années de négociations, la bourgeoisie testait déjà la volonté de l'ANC et de Mandela de protéger ce qui était l'essentiel pour les capitalistes, à savoir : la possibilité de continuer de s'enrichir par l'exploitation des travailleurs dans

les mines, les usines ou dans les grandes exploitations agricoles.

Mandela et les siens, en acceptant de s'asseoir autour d'une même table pour négocier avec des représentants de l'Apartheid, en acceptant certaines concessions de la bourgeoisie blanche, ont sacrifié les intérêts de la classe ouvrière sud-africaine. Contre ces concessions telles que la reconnaissance officielle de l'ANC, la suppression de la ségrégation raciale officielle, la promesse de permettre à une toute petite minorité de bourgeois noirs et de la petite bourgeoisie noire de jouir des privilèges jusque-là réservés aux seuls Blancs, Mandela et les siens ont dévoyé la lutte des travailleurs en faisant tout pour qu'elle n'aboutisse pas sur la remise en cause des fondements du système capitaliste.

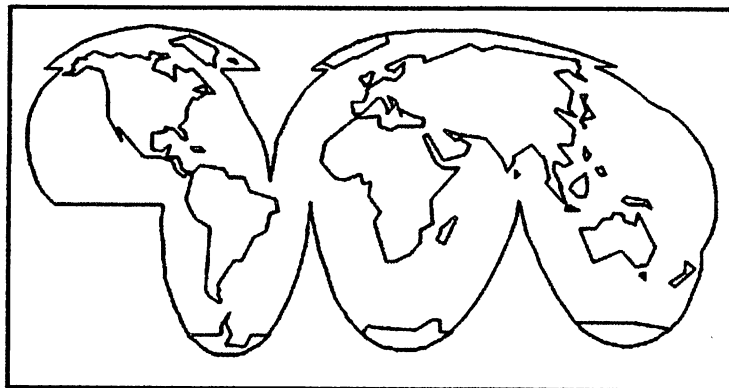
Malheureusement, il n'existait pas dans ce pays un parti révolutionnaire communiste ayant une influence dans l'aile combative du prolétariat

noir pour offrir une autre voie, un autre débouché politique à la lutte des travailleurs et de l'ensemble de la population pauvre, que celle proposé par l'ANC. La bourgeoisie blanche a finalement trouvé en Mandela son sauveur quoi qu'ait pensé de lui une grande partie des Blancs racistes qui ne voyaient pas plus loin que le bout de leur nez.

Rien qu'à voir les représentants de l'impérialisme et des dictateurs africains, au pouvoir ou à la retraite se précipiter à Pretoria pour lui rendre hommage, cela montre bien que Mandela faisait partie de leur monde.

Mandela représente peut-être un modèle pour certains petits bourgeois à la recherche d'un "héros" africain reconnu comme tel par tous les dirigeants de ce monde. Mais pour les travailleurs, ce qu'il faut c'est un parti communiste révolutionnaire pour que leurs luttes futures ne soient pas dévoyées vers des voies de garage.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.